

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 1925.

Projet de loi portant approbation des Accords de Locarno.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La signature, à Londres, le 1^{er} décembre 1925, des Accords de Locarno, a été, pour ce qui concerne la Belgique, l'aboutissement d'un long effort pour obtenir des garanties de sécurité réellement efficaces.

Des pourparlers, à ce sujet, avaient été entrepris dès 1919.

Les États signataires du Traité de Versailles ayant reconnu que « les Traités du 19 avril 1839, établissant le régime de la Belgique ne correspondaient plus aux circonstances actuelles... », le Cabinet de Bruxelles saisit cette occasion pour négocier avec les Puissances Alliées et les Pays-Bas, au sujet des mesures de sécurité qu'il conviendrait de garantir à la Belgique. Mais ces négociations n'aboutirent à aucun résultat positif.

D'autre part, le pacte anglo-américain destiné à assurer la sécurité de la France, et, par contre-coup de la Belgique, ne reçut pas la ratification des Puissances qui devaient prêter leur garantie.

C'est alors que naquit et se réalisa l'idée de conclure avec la France un accord défensif en cas d'agression non provoquée. Cet accord, dans la pensée de ses auteurs, devait être complété par un accord analogue avec la Grande-Bretagne. Des négociations furent entamées à cet effet, avec le Cabinet de Londres : elles aboutirent à un avant-projet de traité anglo-belge qui devait être signé en même temps qu'un traité similaire entre la Grande-Bretagne et la France. Mais, cette fois encore, on n'eût à enregistrer qu'une déception : les incidents qui se produisirent en marge de la Conférence de Cannes empêchèrent la conclusion de tout accord.

Il fallut plus de deux ans, qui furent marqués par l'occupation de la Ruhr et la résistance passive de l'Allemagne, puis par l'adoption du Plan Dawes et la solu-

tion amiable du problème des Réparations, pour que les conversations au sujet de la sécurité reprennent, mais en se fondant sur un principe nouveau.

Dans sa note du 9 février 1923, le Gouvernement allemand prit l'initiative de proposer aux Gouvernements anglais, belge et français, la conclusion d'un traité qui substituerait aux accords défensifs, dont la pointe est toujours plus ou moins tournée contre un État déterminé, un Pacte de garantie mutuelle doublé d'une convention d'arbitrage.

Cette formule nouvelle, qui s'inspirait dans une large mesure des travaux de la Société des Nations, et notamment du Protocole de Genève, rencontra, dans l'opinion des pays intéressés, un accueil favorable ; elle donna lieu, de part et d'autre, à un large et minutieux examen qui aboutit, le 16 octobre 1923, à l'adoption des textes dont l'ensemble est connu sous l'appellation générale d'Accords de Locarno.

Ces Accords ont été signés à Londres, le 1^{er} décembre, par les Plénipotentiaires des différents pays.

*
* * *

Les deux Accords que nous demandons aux Chambres d'approuver, sont, d'une part, le Pacte rhénan conclu entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie ; d'autre part, la Convention d'arbitrage conclue entre l'Allemagne et la Belgique.

Mais il convient, pour l'appréciation de l'ensemble, de tenir compte des cinq autres conventions négociées à Locarno, respectivement entre l'Allemagne d'une part, et, d'autre part, la France, la Tchécoslovaquie, la Pologne, et entre la France, d'une part, et, d'autre part, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Il est évident, en effet, que la consolidation de la paix à l'Est de l'Europe est une des conditions vitales de solidité des arrangements qui viennent d'intervenir dans l'Europe occidentale.

*
* *

Le Pacte Rhénan se compose d'un préambule et de dix articles.

L'un des paragraphes de ce préambule concerne directement notre pays : « Constatant l'abrogation des traités de neutralité de la Belgique et conscients de la nécessité d'assurer la paix dans la zone qui a été si fréquemment le théâtre des conflits européens ».

Ainsi, pour la Grande-Bretagne comme pour nous, un des buts principaux du Pacte de Sécurité, c'est de substituer à l'ancienne neutralité belge, un ensemble de garanties, et notamment la garantie de la Grande-Bretagne, à laquelle le Gouvernement belge a été particulièrement heureux de voir s'associer l'Italie.

ARTICLE 1.

Le principe des garanties.

Quant au Pacte proprement dit, il énonce, en un premier article, le principe de la garantie : 1° de l'inviolabilité des frontières entre l'Allemagne et la Belgique et l'Allemagne et la France ; 2° du maintien du statu quo territorial ; 3° de l'observation des dispositions du Traité de Versailles relatives à la zone démilitarisée.

ARTICLES 2 et 3.

*L'engagement de non-agression.
L'engagement d'arbitrage et de conciliation.*

Les Puissances dont les frontières sont garanties prennent, dans l'article 2, l'engagement de non-agression, tandis que l'article 3 contient leur engagement de règlement pacifique par l'arbitrage ou la conciliation.

ARTICLES 4 et 5.

Le fonctionnement des garanties.

Les articles 4 et 5 traitent de la garantie, et tranchent une question importante qui a fait l'objet, au cours des pourparlers, de discussions longues et approfondies : le point de savoir si, en cas d'agression, la garantie serait immédiate ou si elle devait être différée jus qu'à décision du Conseil de la Société des Nations. La solution adoptée s'efforce de concilier les nécessités d'une action efficace avec celle d'une action impartiale. Si le garant estime qu'il y a violation flagrante sans provocation et que son intervention ne peut souffrir aucun délai, il pourra entrer en campagne ; dans le cas contraire, il attendra les résultats de la délibération du Conseil. Dans l'un et l'autre cas, il se conformera à une décision unanime du Conseil. Afin que ce contrôle soit réel, le Pacte rhénan précise que, dans le calcul de cette unanimité, ne seront jamais comprises les voix des représentants des parties engagées dans les hostilités.

Au cas où il y aurait rupture de l'engagement d'arbitrage sans déclenchement des hostilités, les Hautes Parties Contractantes, par un nouveau renforcement des garanties du Pacte de la Société des Nations, prennent l'engagement de se conformer aux mesures adéquates que proposera le Conseil.

ARTICLES 6 et 7.

Le maintien du Traité de Versailles et spécialement du Pacte de la Société des Nations.

Les articles 6 et 7 du Pacte consacrent le maintien du Traité de Versailles et l'intangibilité des pouvoirs détenus par la Société des Nations.

ARTICLE 9.

La position des Dominions et de l'Inde.

L'article 9 limite les effets relativement aux Dominions britanniques ou à l'Inde.

ARTICLES 8 et 10.

Règles relatives à l'entrée en vigueur et à la durée.

Enfin, les articles 8 et 10, accentuant la dépendance du Pacte vis-à-vis de la

Société des Nations, décident l'enregistrement à la Société des Nations, le dépôt de l'exemplaire unique au Secrétariat de Genève, stipulent que l'entrée en vigueur est subordonnée non seulement à la réunion de toutes les ratifications, mais à l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations et que la résiliation ne peut intervenir qu'un an après une résolution du Conseil de la Société des Nations, prise à la majorité des deux tiers, suivant laquelle la Société des Nations offrirait aux Hautes Parties Contractantes des garanties suffisantes.

*
*
*

La *Convention d'Arbitrage* précise les règles relatives au règlement pacifique des litiges.

Distinction entre l'arbitrage et la conciliation.

Elle repose sur une double distinction.

Du point de vue des méthodes de règlement, elle distingue entre l'arbitrage et la conciliation ; l'arbitrage conduit à la décision finale d'un juge qui se prononce sur les thèses opposées, et dont la décision a force obligatoire ; la conciliation s'efforce de rapprocher les Parties, de les amener, par voie de concessions réciproques, à une transaction.

Distinction entre les conflits juridiques et non juridiques.

Du point de vue de la nature des différents, elle distingue deux catégories de conflits : les uns, d'ordre juridique ; les autres, étrangers au droit, ayant pour objet des contestations de simples intérêts ; on peut citer, comme exemple de pareil différend, les difficultés qui s'élevèrent en 1870 entre la France et l'Allemagne relativement à l'accession d'un Prince allemand au trône d'Espagne.

Définition des conflits d'ordre juridique.

Pour la définition des conflits d'ordre juridique, la Convention d'Arbitrage et le Pacte Rhénan se servent d'une formule nouvelle : Seront soumises à l'arbitrage « toutes questions au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit ».

Quelqu'avantage qu'eût présenté l'emploi des termes de l'article 13 du Pacte de la Société des Nations et de l'article 36 des Statuts de la Cour Permanente de Justice Internationale, il a paru aux auteurs des nouveaux accords internationaux que ces dispositions avaient une portée trop restrictive en tant qu'elles excluaient à tort de la procédure arbitrale ou judiciaire les contestations relatives :

1° à la réalité de faits constituant, non la rupture, mais l'inobservation peut-être involontaire d'un engagement international ;

2° à la réalité de faits qui, s'ils étaient établis, constitueraient la rupture d'une obligation internationale dérivant du droit international coutumier et non d'un engagement international ;

3° à la réalité d'un fait qui, s'il était établi, constituerait non la rupture d'un engagement international, mais l'exercice d'un droit donnant naissance à une

obligation synallagmatique, telle l'utilisation par un Etat de matériel ou de services relevant d'un autre Etat et entraînant paiement de certaines sommes à titre de location, indemnité ou péage.

Afin, toutefois, de prévenir tout malentendu sur la portée de la rédaction nouvelle qui était adoptée, il a été expressément entendu, à l'article premier de la Convention d'arbitrage, que les contestations visées comprenaient notamment celles que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Limitation des procédures d'arbitrage et règlement judiciaire.

Cette catégorie de différends est seule visée par les engagements relatifs à l'arbitrage et au règlement judiciaire; les auteurs de la convention n'ayant pas cru devoir prévoir de règlement obligatoire pour les conflits d'ordre purement politique.

Conciliation et recours au Conseil.

Ceux-ci doivent faire l'objet d'une procédure de conciliation, facultative du reste à titre d'instance préliminaire dans les conflits d'ordre juridique, procédure qui, dans les conflits de deuxième catégorie, conduit éventuellement les Parties, en cas d'insuccès, devant le Conseil de la Société des Nations.

Rappelons, au sujet du rôle du Conseil, les dispositions de l'article 15 du Pacte de la Société des Nations. Le Conseil ne peut se déclarer incompétent, à moins qu'il ne s'agisse d'une question de la compétence exclusive d'une Partie. Mais ses recommandations ne sont pas, à proprement parler, obligatoires; elles n'ont pour résultat certain, si elles sont unanimes, que de protéger celle des Parties qui s'y conforme contre une agression.

Organes arbitraux et judiciaires.

La juridiction arbitrale est constituée par l'accord des Parties, mais à défaut d'accord dans un délai raisonnable, chaque Partie a la faculté de porter le litige devant la Cour Permanente de Justice Internationale de La Haye, instituée par la Société des Nations.

L'organe de conciliation.

L'organe de conciliation est une Commission permanente de cinq membres, nommée suivant des règles simples et d'usage courant. Il a paru utile d'instituer une Commission permanente à raison de l'urgence que pourrait présenter, dans certaines circonstances, le recours à la procédure de conciliation.

TRAITÉS RELATIFS A L'EST DE L'EUROPE.

Ainsi que nous l'avons dit, la Belgique demeure étrangère aux autres conventions conclues à Locarno, mais elle applaudit à leur conclusion. Non seulement l'Allemagne et la France, mais aussi l'Allemagne et les nations voisines de sa frontière de l'Est et du Sud, contractent entre elles des engagements d'arbitrage identiques à ceux de la Belgique.

Le Protocole final de la Conférence de Locarno fait mention encore des accords particuliers conclus entre la France et la Pologne, la France et la Tchécoslovaquie, bien qu'ils n'aient pas été annexés à ce Protocole. La France, sous condition de réciprocité, y donne sa garantie à ses anciennes alliées, la Pologne et la Tchécoslovaquie. On eût pu souhaiter que cette garantie soit rigoureusement bilatérale, donnée à l'Allemagne comme aux nations voisines. L'offre en fut faite par la France; elle ne fut pas accueillie, pour cette raison, sans doute, que les représentants du Reich jugèrent impossible de faire admettre par l'opinion allemande que le principal adversaire de la veille soit, à l'avenir le garant impartial des conventions nouvelles.

Au moins, les Gouvernements intéressés eurent-ils à cœur, en revisant leurs anciens engagements, de les mettre en accord rigoureux, non seulement avec le texte, mais avec l'esprit du Pacte de la Société des Nations, en précisant que l'intervention pourra uniquement se produire pour aider la résistance à une agression, jamais pour assister l'État qui, en l'absence d'une décision unanime du Conseil, chercherait à obtenir satisfaction par les armes.

Aussi, est-il permis de voir, dans les Pactes orientaux, une partie essentielle de l'armature de renforcement de la Paix inaugurée à Locarno.

* * *

Tels sont les traits essentiels des accords de Locarno dont deux relatifs à la Belgique sont soumis par le Gouvernement à l'approbation du Parlement belge. L'accueil qui leur a été fait, avant la signature, à la Chambre des Représentants et à la Commission des Affaires Étrangères du Sénat, permet d'escompter cette approbation.

Les traités de Locarno ont éveillé de grandes espérances. Ils répondent aux aspirations de paix des masses profondes. Ils ont sur tant d'autres actes antérieurs, cette supériorité de n'avoir de pointe dirigée contre aucune nation. Ils assurent des avantages égaux à tous ceux qui voient, dans le développement des relations pacifiques entre tous les peuples, le meilleur gage de leur avenir politique et économique. Ils permettent d'espérer, par le pacte de non-agression et de garantie, par le développement de la conciliation et de l'arbitrage, par le renforcement de la Société des Nations, une réduction prochaine des armements, dont le fardeau pèse d'une manière redoutable sur les finances de tous les pays. Ils ouvrent les voies, enfin, à des développements nouveaux qui, sur le terrain politique et sur le terrain économique, tendent à substituer une Europe unie à une Europe divisée contre elle-même.

La Belgique a cette heureuse fortune, que ses intérêts propres se confondent avec les intérêts généraux de la communauté européenne. Elle trouvera, dans le Traité de Locarno, des garanties à la fois pour sa sécurité et pour la sécurité de tous.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

E. VANDERVELDE.



LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ;

Soucieux de satisfaire au désir de sécurité et de protection qui anime les nations qui ont eu à subir le fléau de la guerre de 1914-1918 ;

Constatant l'abrogation des traités de neutralisation de la Belgique, et conscients de la nécessité d'assurer la paix dans la zone qui a été si fréquemment le théâtre des conflits européens ;

Et également animés du sincère désir de donner à toutes les Puissances signataires intéressées des garanties complémentaires dans le cadre du Pacte de la Société des Nations et des Traités en vigueur entre elles ;

Ont résolu de conclure un Traité à ces fins et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND :

Dr. Hans LUTHER, Chancelier ;

Dr. Gustav STRESEMANN, Ministre des Affaires Étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur Émile VANDERVELDE, Ministre des Affaires Étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Monsieur Aristide BRIAND, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Stanley BALDWIN, M. P., Premier Lord de la Trésorerie et Premier Ministre ;

Le Très Honorable Joseph Austen CHAMBERLAIN, M. P., Principal Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

L'Honorable Vittorio SCIALOJA, Sénateur du Royaume ;

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes garantissent individuellement et collectivement, ainsi qu'il est stipulé dans les articles ci-après, le maintien du statu quo

territorial résultant des frontières entre l'Allemagne et la Belgique et entre l'Allemagne et la France, et l'inviolabilité desdites frontières telles qu'elles sont fixées par ou en exécution du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919, ainsi que l'observation des dispositions des articles 42 et 43 dudit Traité, concernant la zone démilitarisée.

ARTICLE 2.

L'Allemagne et la Belgique et de même l'Allemagne et la France s'engagent réciproquement à ne se livrer de part et d'autre à aucune attaque ou invasion et à ne recourir de part et d'autre en aucun cas à la guerre.

Toutefois cette stipulation ne s'applique pas s'il s'agit :

1° de l'exercice du droit de légitime défense, c'est-à-dire de s'opposer à une violation de l'engagement de l'alinéa précédent ou à une contravention flagrante aux articles 42 ou 43 dudit Traité de Versailles lorsqu'une telle contravention constitue un acte non provoqué d'agression et qu'en raison du rassemblement de forces armées dans la zone démilitarisée une action immédiate est nécessaire ;

2° d'une action en application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations ;

3° d'une action en raison d'une décision prise par l'Assemblée ou par le Conseil de la Société des Nations, ou en application de l'article 15, alinéa 7, du Pacte de la Société des Nations, pourvu que dans ce dernier cas cette action soit dirigée contre un Etat qui le premier s'est livré à une attaque.

ARTICLE 3.

Prenant en considération les engagements respectivement pris par elles dans l'article 2 du présent Traité, l'Allemagne et la Belgique, et l'Allemagne et la France s'engagent à régler par voie pacifique et de la manière suivante toutes questions, de quelque nature qu'elles soient, qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires ;

Toutes questions au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumises à des juges, à la décision desquels les Parties s'engagent à se conformer.

Toute autre question sera soumise à une commission de conciliation et, si l'arrangement proposé par cette commission n'est pas agréé par les deux Parties, la question sera portée devant le Conseil de la Société des Nations, statuant conformément à l'article 15 du Pacte de la Société.

Les modalités de ces méthodes de règlement pacifique sont l'objet de conventions particulières signées en date de ce jour.

ARTICLE 4.

1° Si l'une des Hautes Parties contractantes estime qu'une violation de l'article 2 du présent Traité ou une contravention aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles a été ou est commise, elle portera immédiatement la question devant le Conseil de la Société des Nations.

2° Dès que le Conseil de la Société des Nations aura constaté qu'une telle

violation ou contravention a été commise, il en donnera sans délai avis aux Puissances signataires du présent Traité, et chacune d'elles s'engage à prêter, en pareil cas, immédiatement son assistance à la Puissance contre laquelle l'acte incriminé a été dirigé.

3° En cas de violation flagrante de l'article 2 du présent Traité ou de contravention flagrante aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles par l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des autres Puissances contractantes s'engage dès à présent à prêter immédiatement son assistance à la Partie contre laquelle une telle violation ou contravention aura été dirigée dès que ladite Puissance aura pu se rendre compte que cette violation constitue un acte non provoqué d'agression et qu'en raison soit du franchissement de la frontière soit de l'ouverture des hostilités ou du rassemblement de forces armées dans la zone démilitarisée une action immédiate est nécessaire. Néanmoins, le Conseil de la Société des Nations, saisi de la question conformément au premier paragraphe du présent article, fera connaître le résultat de ces constatations. Les Hautes Parties contractantes s'engagent en pareil cas à agir en conformité avec les recommandations du Conseil qui auraient recueilli l'unanimité des voix à l'exclusion des voix des représentants des Parties engagées dans les hostilités.

ARTICLE 5.

La stipulation de l'article 3 du présent Traité est placée sous la garantie des Hautes Parties contractantes ainsi qu'il est prévu ci-après :

Si l'une des Puissances mentionnées à l'article 3 refuse de se conformer aux méthodes de règlement pacifique ou d'exécuter une décision arbitrale ou judiciaire et commet une violation de l'article 2 du présent Traité ou une contravention aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles, les dispositions de l'article 4 du présent Traité s'appliqueront.

Dans le cas où, sans commettre une violation de l'article 2 du présent Traité ou une contravention aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles, une des Puissances mentionnées à l'article 3 refuserait de se conformer aux méthodes de règlement pacifique ou d'exécuter une décision arbitrale ou judiciaire, l'autre Partie saisira le Conseil de la Société des Nations, qui proposera les mesures à prendre ; les Hautes Parties contractantes se conformeront à ces propositions.

ARTICLE 6.

Les dispositions du présent Traité ne portent pas atteinte aux droits et obligations résultant pour les Hautes Parties contractantes du Traité de Versailles, ainsi que des arrangements complémentaires, y compris ceux signés à Londres le 30 août 1924.

ARTICLE 7.

Le présent Traité, destiné à assurer le maintien de la paix et conforme au Pacte de la Société des Nations, ne pourra être interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

ARTICLE 8.

Le présent Traité sera enregistré à la Société des Nations conformément au Pacte de la Société. Il restera en vigueur jusqu'à ce que, sur la demande de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes notifiée aux autres Puissances signataires trois mois d'avance, le Conseil, votant à la majorité des deux tiers au moins, constate que la Société des Nations assure aux Hautes Parties contractantes des garanties suffisantes, et le Traité cessera alors ses effets à l'expiration d'un délai d'une année.

ARTICLE 9.

Le présent Traité n'imposera aucune obligation à aucun des Dominions britanniques ou à l'Inde, à moins que le Gouvernement de ce Dominion ou de l'Inde ne signifie qu'il accepte ces obligations.

ARTICLE 10.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront déposées à Genève dans les archives de la Société des Nations aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dès que toutes les ratifications auront été déposées et que l'Allemagne sera devenue Membre de la Société des Nations.

Le présent Traité, fait en un seul exemplaire, sera déposé aux archives de la Société des Nations, dont le Secrétaire Général sera prié de remettre à chacune des Hautes Parties contractantes des copies certifiées conformes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Locarno, le seize octobre, mil neuf cent vingt-cinq.

LES SOUSSIGNÉS dûment autorisés, chargés par leurs Gouvernements respectifs de fixer les modalités suivant lesquelles il sera, ainsi qu'il est prévu dans l'article 3 du Traité conclu en date de ce jour entre l'ALLEMAGNE, la BELGIQUE, la FRANCE, la GRANDE-BRETAGNE et l'ITALIE, procédé à la solution pacifique de toutes les questions qui ne pourraient être résolues à l'amiable entre l'Allemagne et la Belgique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

PARTIE I.

ARTICLE PREMIER.

Toutes contestations entre l'Allemagne et la Belgique, de quelque nature qu'elles soient, au sujet desquelles les Parties se contesteraient réciproquement un droit, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires seront soumises pour jugement soit à un tribunal arbitral soit à la Cour Permanente de Justice Internationale ainsi qu'il est prévu ci-après. Il est entendu que les contestations ci-dessus visées comprennent notamment celles que mentionne l'article 13 du Pacte de la Société des Nations.

Cette disposition ne s'applique pas aux contestations nées de faits qui sont antérieurs à la présente convention et qui appartiennent au passé.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre l'Allemagne et la Belgique seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

ARTICLE 2.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour Permanente de Justice Internationale, la contestation pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumise à fin de conciliation à une Commission Internationale permanente, dite *Commission permanente de conciliation*, constituée conformément à la présente Convention.

ARTICLE 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celles-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par la présente Convention qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu, dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

ARTICLE 4.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 2 sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : le Gouvernement allemand et le Gouvernement belge nommeront chacun un Commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois

autres Commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois Commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Gouvernements allemand et belge désigneront le président de la Commission.

Les Commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement, et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

ARTICLE 5.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Si la nomination des Commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Confédération suisse sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

ARTICLE 6.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

ARTICLE 7.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où le Gouvernement allemand ou le Gouvernement belge aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son Commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

ARTICLE 8.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

ARTICLE 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

ARTICLE 10.

La Commission permanente de conciliation se réunira sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

ARTICLE 11.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

ARTICLE 12.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

ARTICLE 13.

Sauf disposition contraire de la présente Convention, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

ARTICLE 14.

Les Gouvernements allemand et belge s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont ils disposent pour leur permettre de procéder sur leur ter-

ritoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

ARTICLE 15.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des Commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord entre les Gouvernements allemand et belge qui en supporteront chacun une part égale.

ARTICLE 16.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise par voie de compromis soit à la Cour Permanente de Justice Internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour Permanente de Justice Internationale.

PARTIE II.

ARTICLE 17.

Toutes questions sur lesquelles le Gouvernement allemand et le Gouvernement belge seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement ainsi qu'il est prévu par l'article premier de la présente Convention et pour lesquelles une procédure du règlement ne serait pas déjà prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et, dans tous les cas, de présenter un rapport.

La procédure, prévue par les articles 6 à 15 de la présente Convention, sera appliquée.

ARTICLE 18.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission permanente de conciliation, les deux Parties ne se sont pas entendues, la question sera, à la requête de l'une ou de l'autre Partie, portée devant le Conseil de la Société des Nations, qui statuera conformément à l'article 15 du Pacte de la Société.

Dispositions générales.

ARTICLE 19.

Dans tous les cas et notamment si la question, au sujet de laquelle les Parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commis-

sion de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait pas saisie, le tribunal arbitral ou la Cour Permanente de Justice Internationale statuant conformément à l'article 41 de son statut, indiqueront dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Il appartiendra au Conseil de la Société des Nations, s'il est saisi de la question, de pourvoir de même à des mesures provisoires appropriés. Les Gouvernements allemand et belge s'engagent respectivement à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation ou par le Conseil de la Société des Nations, et en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

ARTICLE 20.

La présente Convention reste applicable entre l'Allemagne et la Belgique encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

ARTICLE 21.

La présente Convention sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées à Genève à la Société des Nations en même temps que les ratifications du Traité conclu en date de ce jour entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

Elle entrera et demeurera en vigueur dans les mêmes conditions que ledit Traité.

La présente Convention, faite en un seul exemplaire, sera déposée aux archives de la Société des Nations, dont le Secrétaire Général sera prié de remettre à chacun des deux Gouvernements contractants des copies certifiées conformes.

Fait à Locarno, le seize Octobre, mil neuf cent ving-cinq.



(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 DECEMBER 1925.

WETSONTWERP TOT GOEDKEURING DER VERDRAGEN VAN LOCARNO.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De onderteekening, te Londen, op 1 December 1925 van de Verdragen van Locarno is, wat België betreft, de bekroning geweest van een langdurig streven ten einde werkelijk afdoende veiligheidswaarborgen te verkrijgen.

Besprekingen daarover waren reeds aangeknoopt van 1919 af.

Daar de Staten die het « Verdrag van Versailles onderteekend hebben, erkend hadden dat « de Verdragen van 19 April 1839, die het internationale regime van België regelen niet meer met de huidige omstandigheden overeenkomen... », heeft het Kabinet van Brussel van deze gelegenheid gebruik gemaakt om met de Geallieerde Mogendheden en Nederland te onderhandelen over de veiligheidsmaatregelen die aan België behoorden gewaarborgd te worden. Maar deze onderhandelingen hebben niet tot eenig werkelijk resultaat geleid.

Van den anderen kant verkreeg het Engelsch-Amerikaansch Pact, bestemd om de veiligheid van Frankrijk te verzekeren en daardoor die van België, niet de bekrachtiging der Mogendheden die hunnen waarborg moesten verleen.

Toen onstond de gedachte, gevolgd van verwezenlijking, om met Frankrijk een defensief akkoord te sluiten in geval van een niet uitgelokte aanranding. Dit akkoord moest, naar het inzicht zijner ontwerpers, aangevuld worden door een soortgelijke overeenkomst Groot-Brittannië. Onderhandelingen werden daartoe aangeknoopt met het Kabinet te Londen : zij leidden tot een voor-ontwerp van Engelsch-Belgisch verdrag dat terzelfder tijd geteekend moest worden als een gelijkaardig verdrag met tusschen Groot-Brittannië en Frankrijk. Maar ook dezen keer kon men slechts een teleurstelling opteekenen : de incidenten die zich buiten de Conferentie van Cannes om voordeden verhinderden het sluiten van elk akkoord.

Er waren meer dan twee jaren nodig, welke gekenschetst werden door de bezetting van de Ruhr en het lijdelijk verzet van Duitschland, daarna door de

aanvaarding van het Dawes-plan en de minnelijke oplossing van het vraagstuk van het Herstel, opdat de besprekingen betreffende de veiligheid konden hernemen maar gebaseerd op een nieuw beginsel.

In hare nota van 9 Februari 1925 nam de Deutsche Regeering het initiatief aan de Engelsche, Belgische en Fransche Regeeringen het sluiten van een verdrag voor te stellen, dat de defensieve akkoorden wier scherpe kant altijd min of meer gericht is tegen een bepaalden Staat, zou vervangen door een Pact van onderlingen waarborg, aangevuld door een arbitrage-overeenkomst.

Deze nieuwe formule, die in ruime mate door de werken van den Volkenbond en inzonderheid door het Protocol van Genève geïnspireerd was, vond bij de openbare meening der belanghebbende landen een gunstig onthaal; zij gaf langs beide kanten aanleiding tot een uitgebreid en zorgvuldig onderzoek, dat op 16 October 1925 leidde tot het aanvaarden der teksten waarvan het geheel bekend is onder de algemeene benaming van Verdragen van Locarno.

Deze Verdragen werden te Londen geteekend op 1 December door de gevolmachtigden der verschillende landen.

De beide Verdragen die wij aan de Kamers vragen goed te keuren zijn, eenerzijds, het Rijnpakt gesloten tusschen Duitschland, België, Frankrijk, Groot-Brittannië en Italië; anderzijds de Arbitrage-overeenkomst tusschen Duitschland en België.

Maar om het geheel te kunnen waardeeren behoort men rekening te houden met de vijf andere overeenkomsten te Locarno tot stand gebracht, onderscheidenlijk tusschen Duitschland, eenerzijds, en anderzijds, Frankrijk, Tsjecko-Slowakije, Polen en tusschen Frankrijk, eenerzijds, en anderzijds, Tsjecko-Slowakije en Polen. Het is immers klaarblijkend dat de bevestiging van den vrede in het Oosten van Europa eene der wezenlijke voorwaarden is voor de duurzaamheid der schikkingen getroffen in Westelijk Europa.

Het *Rijnpact* bestaat uit eene inleiding en tien artikels.

Een der paragrafen van deze inleiding heeft rechtstreeks betrekking op ons land: « de opheffing vaststellend der Verdragen waarbij België onzijdig werd verklaard en bewust van de noodzakelijkheid den vrede te verzekeren in de zone die zoo vaak het tooneel der Europeesche conflicten geweest is ».

Zóó is voor Groot-Brittannië zooals voor ons een der belangrijkste doeleinden van het Veiligheidspact de vroegere Belgische neutraliteit door eene reeks waarborgen te vervangen, en inzonderheid door den waarborg van Groot-Brittannië waarbij de Belgische Regeering heel bijzonderlijk verheugd was den waarborg van Italië te zien komen.

ARTIKEL 1.

Het princip der waarborgen.

Wat het Pact zelf betreft, het drukt in een eerste artikel het princip uit van den waarborg: 1° der onschendbaarheid der grenzen tusschen Duitschland en België en Duitschland en Frankrijk; 2° der handhaving van het territoriaal statu quo; 3° der naleving der beschikkingen van het Verdrag van Versailles die betrekking hebben op de gedemilitariseerde zone.

ARTIKELS 2 EN 3.

*Verbintenis tot geen aanval over te gaan.**Verbintenis van arbitrage en verzoening.*

In het artikel 2 gaan de Mogendheden wier grenzen gewaarborgd zijn de verbintenis aan tot geen aanval over te gaan, terwijl het artikel 3 hunne verbintenis bevat op vreedzame wijze door arbitrage of verzoening de geschillen te regelen.

ARTIKELS 4 EN 5.

De werking der waarborgen.

De artikels 4 en 5 handelen over den waarborg en geven de oplossing van een belangrijk vraagstuk dat in den loop der onderhandelingen het voorwerp uitmaakt heeft van langdurige en diepgaande besprekingen : de vraag of, ingeval van aanval, de waarborg onmiddellijk zou zijn ofwel of hij zou moeten uitgesteld worden tot wanneer de Raad van den Volkenbond eene beslissing genomen heeft. De aangenomen oplossing tracht de noodzakelijkheid van eene doelmatige actie met de noodzakelijkheid van eene onpartijdige actie te vereenigen. Indien de waarborger oordeelt dat er eene klaarblijkelijke schending zonder uitdaging gebeurd is en dat zijne tusschenkomst geen enkel uitstel lijden kan, zal hij mogen te velde trekken; in het tegenovergesteld geval zal hij de uitslagen der beraadslaging van den Raad afwachten. In het een en in het ander geval zal hij zich schikken naar eene eenparige beslissing van den Raad. Opdat dit toezicht werkelijk weze, bepaalt het Rijnpact nauwkeurig dat, in de berekening dezer eenparigheid, de stemmen der vertegenwoordigers der partijen welke in de vijandelijkheden betrokken zijn, nooit zullen begrepen worden.

Ingeval er verbreking bestaat der verbintenis van arbitrage zonder opening der vijandelijkheden, gaan de Hooge Verdragsluitende Partijen, door eene nieuwe versterking der waarborgen van het Volkenbondspact, de verbintenis aan zich te schikken naar de doeltreffende maatregelen welke de Raad zal voorstellen.

ARTIKELS 6 EN 7.

Het behoud van het Verdrag van Versailles en inzonderheid van het Volkenbondspact.

De artikels 6 en 7 van het Pact bevestigen het behoud van het Verdrag van Versailles en de onaantastbaarheid der macht welke de Volkenbond bezit.

ARTIKEL 9.

De stelling der Dominions en van Indië.

Het artikel 9 beperkt de nitwerking betreffend de Britsche Dominions of Indië.

ARTIKELS 8 en 10.

Regelen betreffend de inwerkingstelling en den duur.

Eindelijk besluiten de artikels 8 en 10, de afhankelijkheid onderlijvend van het paet tegenover den Volkenbond, de registreering bij den Volkenbond, het neerleggen van het enkel exemplaar op het Sekretariaat te Geneva, stellen zij vast dat de inwerkingtreding afhankelijk gemaakt wordt niet alleenlijk van het samenbrengen van al de bekrachtigingen, maar ook van de toetreding van Duitschland tot den Volkenbond en dat de opzegging slechts mag geschieden een jaar nadat door den Raad van den Volkenbond, met eene meerderheid van twee derden der stemmen een besluit genomen werd, volgens hetwelk de Volkenbond aan de Hooge Verdragsluitende Partijen voldoende waarborgen zou verzekeren.

De *Arbitrage-overeenkomst* stelt nauwkeurig de regels vast betreffende de vreedzame regeling der geschillen.

Onderscheid tusschen arbitrage en verzoening.

Zij berust op een dubbel onderscheid.

Van het standpunt uit der methodes van regeling, maakt zij onderscheid tusschen arbitrage en verzoening; de arbitrage leidt tot de eindbeslissing van een rechter die uitspraak doet over tegenovergestelde thesissen, en wiens beslissing bindende kracht heeft de verzoening is er op gericht de Partijen nader tot elkander te brengen, ze door middel van wederzijdsche toegevingen tot een vergelijk te brengen.

Onderscheid tusschen juridische en niet juridische conflicten.

Van het standpunt uit van den aard der geschillen, onderscheidt zij twee categorieën van conflicten : de eene, van juridischen aard; de andere, vreemd aan het recht, hebben als voorwerp betwistingen van eenvoudige belangen; als voorbeeld van een dusdanig geschil kunnen worden aangehaald de moeilijkheden die in 1870 tusschen Frankrijk en Duitschland gerezen zijn aangaaude de bestijging van den troon van Spanje door een Duitschen Prins.

Bepaling der conflicten van juridischen aard.

Voor de bepaling der conflicten van juridischen aard, maken de Arbitrage-overeenkomst en het Rijnpact gebruik van eene nieuwe formule : Zullen aan arbitrage onderworpen worden « alle quaesties waaromtrent de Partijen elkaar wederzijds een recht zouden betwisten ».

Wat voordeel ook het gebruik der termen van artikel 13 van het Volkenbondspact en van artikel 36 der Statuten van het Permanente Hof van Internationale Justitie, hadde geboden, zijn de opstellers der nieuwe internationale akkoorden van meening geweest dat deze beschikkingen eene te beperkende strekking hadden

in zooverre dat zij ten onrechte van de scheidsrechterlijke of gerechtelijke proceduur uitsloten de betwistingen betreffende :

1^o het wezenlijk bestaan van feiten die niet het verbreken maar het misschien onvrijwillig niet-nakomen eener internationale verbintenis uitmaken ;

2^o het wezenlijk bestaan van feiten die, indien zij bewezen waren, het verbreken zouden uitmaken eener internationale verplichting voortspruitend uit het internationale gewoonterecht en niet uit eene internationale verbintenis ;

3^o Het wezenlijk bestaan van een feit dat, indien het bewezen was, niet het verbreken eener internationale verbintenis zou uitmaken maar wel het uitoefenen van een recht dat het ontstaan geeft aan eene wederkerige verplichting, zooals het gebruik door den Staat van materiaal of van diensten behoorend tot een anderen Staat en hebbend als gevolg de betaling van zekere sommen ten titel van huur, vergoeding of tolrecht.

Ten einde, evenwel, elk misverstand te vermijden nopens de beteekenis van het nieuwe opstel dat aangenomen was, werd er in artikel één der Arbitrageovereenkomst uitdrukkelijk overeengekomen dat de bedoelde betwistingen onder andere, deze zouden behelzen die vermeld staan in artikel 13 van het Volkenbondspact.

Beperking der arbitrage-proceduren en gerechtelijke regeling.

Deze categorie van geschillen wordt alleen bedoeld door de verbintenissen betreffende de arbitrage en de gerechtelijke regeling, daar de opstellers der Overeenkomst niet gemeend hebben eene verplichtende regeling te moeten voorzien voor conflicten van zuiver politieken aard.

Verzoening en toevlucht tot den Raad.

Deze moeten het voorwerp uitmaken van eene verzoeningsproceduur, die trouwens facultatief is ten titel van voorafgaanden aanleg in de conflicten van juridischen aard, welke proceduur, in de conflicten der tweede categorie, de Partijen eventueel, in geval van mislukking vóór den Raad van den Volkenbond leidt.

Laten wij, wat betreft de rol van den Raad, de beschikkingen herinneren van artikel 15 van het Volkenbondspact. De Raad mag zich niet onbevoegd verklaren, tenware het ging over eene aangelegenheid die uitsluitend tot de bevoegdheid van eene Partij behoort. Maar zijne aanbevelingen zijn eigenlijk niet verplichtend; indien zij eenparig zijn, hebben zij enkel als zekeren uitslag de bescherming van deze der Partijen die ze tegen een aanval nakomt.

Scheidsrechterlijke en rechterlijke organismen.

De scheidsrechterlijke jurisdictie wordt vastgesteld door de eensgezindheid der Partijen, maar bij gebrek aan eensgezindheid binnen een redelijken termijn, heeft iedere Partij het recht het geschil vóór het Bestendige Hof van Internationale Justitie, ingesteld door den Volkenbond, te brengen.

Het verzoeningsorganisme is eene bestendige Commissie van vijf leden die benoemd wordt volgens eenvoudige en gewone regels. Het heeft nuttig gebleken

eene bestendige Commissie in te richten om reden van het karakter van dringendheid dat, in zekere omstandigheden, de toevlucht tot verzoeningsprocedure zou kunnen vertoonen.

VERDRAGEN BETREFFENDE OOSTELIJK EUROPA.

Zooals wij gezegd hebben blijft België vreemd aan de andere te Locarno gesloten verdragen, maar het juicht het sluiten dezer verdragen toe. Niet alleen Duitschland en Frankrijk, maar ook Duitschland en de naties aan zijne ooster- en zuidergrenzen gelegen, gaan onder elkaar verbintenissen van arbitrage aan gelijk aan die van België.

Het Slotprotocol der Conferentie van Locarno maakt nog melding van de bijzondere akkoorden gesloten tusschen Frankrijk en Polen, Frankrijk en Tsjecho-Slowakije, alhoewel zij niet bij bedoeld Protocol gevoegd werden. Frankrijk geeft daarin, onder voorwaarde van wederkeerigheid, zijn waarborg aan zijne vroegere geallieerden, Polen en Tsjecho-Slowakije. Men had kunnen wenschen dat deze waarborgt ten strengste tweezijdig weze, gegeven aan Duitschland zoowel als aan de naburige naties. Het aanbod ervan werd door Frankrijk gedaan; het werd niet aanvaard waarschijnlijk om de reden dat de vertegenwoordigers van het Rijk het onmogelijk achtten door de Deutsche opinie te doen aannemen dat de voornaamste tegenstander van vroeger voortaan de onpartijdige waarborger van de nieuwe verdragen zou zijn.

De betrokken Regeeringen stonden er ten minste op, bij het herzien hunner vroegere verbintenissen, deze in strenge overeenkomst te brengen, niet alleen met den tekst maar ook met den geest van het Volkenbondspact, door te bepalen dat de tusschenkomst alleen zal mogen geschieden om weerstand te helpen bieden tegen eenen aanval, nooit om een Staat te helpen die, bij gebrek van een eenparig besluit van den Raad, voldoening zou trachten te bekomen door de wapens.

Ook is het geoorloofd in de Oostelijke Pacten een wezenlijk deel te zien van het geraamte tot versterking van den te Locarno ingehuldigten Vrede.

Dit zijn de hoofdzakelijke trekken van de verdragen van Locarno, waarvan er twee betrekking hebbend op België door de Regeering aan de goedkeuring van het Belgische Parlement onderworpen worden. Het onthaal dat, hun voor de onderteekening, in de Kamer van Volksvertegenwoordigers en in de Commissie van Buitenlandse Zaken van den Senaat te beurt viel, laat toe op deze goedkeuring te rekenen.

De verdragen en overeenkomsten van Locarno hebben groote verwachtingen verwerkt. Zij beantwoorden aan den zucht naar vrede van de diepe volkslagen. Zij hebben dat voor op zoovele andere vorige akten dat zij geen scherp kant hebben, gericht tegen eenige natie. Zij verzekeren gelijke voordeelen aan al degenen die in de ontwikkeling der vredelievende betrekkingen tusschen de volkeren den besten waarborg zien van hunne politieke en economische toekomst. Zij laten toe door het pact van niet-aanranding en van waarborg, door de ontwikkeling van de verzoening en de arbitrage, door de versterking van den Statenbond, te hopen op een aanstaande vermindering van de bewapeningen, welker last op een schrikwekkende wijze op de financiën van al de landen drukt. Zij openen eindelijk

de wegen voor nieuwe oplossingen die op het politiek en op het economisch terrein er naar streven een vereenigd Europa in de plaats te stellen van een tegen zich zelf verdeeld Europa.

België heeft dit groote geluk dat zijn eigen belangen samenloopen met de algemeene belangen van de Europeesche gemeenschap. Het zal in het Verdrag van Lacarno tegelijker tijd waarborgen vinden voor zijne eigen veiligheid en voor de veiligheid van allen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

E. VANDERVELDE.

DE PRESIDENT VAN HET DUITSCHE RIJK, ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, DE PRESIDENT DER FRANSCHER REPUBLIEK, ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITTANNIË EN IERLAND EN VAN DE OVERZEESCHE BRITSCHER GEBIEDEN, KEIZER VAN INDIË, ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË ;

Bekommerd om te voldoen aan den wensch naar veiligheid en bescherming die de volkeren bezielt welke geleden hebben onder den geesel van den oorlog 1914-1918 ;

De opheffing vaststellend der verdragen waarbij België onzijdig werd verklaard en bewust van de noodzakelijkheid den vrede te verzekeren in de zone die zoo vaak het tooneel der Europeesche conflicten geweest is ;

En evenzeer bezielt met den oprechten wensch aan al de belanghebbende onderteekenende Mogendheden aanvullende waarborgen te geven binnen de grenzen van het Pact van den Volkenbond en de tusschen hen van kracht zijnde verdragen ;

Hebben besloten te dien einde een Verdrag aan te gaan en hebben hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

DE PRESIDENT VAN HET DUITSCHE RIJK :

D^r Hans LUTHER, Kanselier ;

D^r Gustav STRESEMANN, Minister van Buitenlandsche Zaken ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

M. Emile VANDERVELDE, Minister van Buitenlandsche Zaken ;

DE PRESIDENT DER FRANSCHER REPUBLIEK :

M. Aristide BRIAND, Voorzitter van den Raad, Minister van Buitenlandsche Zaken ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITTANNIË EN IERLAND EN VAN DE OVERZEESCHE BRITSCHER GEBIEDEN, KEIZER VAN INDIË :

De Zeer Achtbare Stanley BALDWIN, M. P., Eerste Lord van de Schatkist en Eerste Minister ;

De Zeer Achtbare Joseph Austen CHAMBERLAIN, M. P., Principale Staatsecretaris voor de Buitenlandsche Zaken ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË :

De Achtbare Vittorio SCIALOJA, Senator van het Koninkrijk ;

Welke na hunne in goeden en behoorlijken vorm erkende volmachten uitgewisseld te hebben aangaande de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL 1.

De Hooge Verdragsluitende Partijen waarborgen op voor zich en gemeenschappelijk, zooals in de navolgende artikelen bepaald is, de handhaving van het territoriaal statu quo voortvloeiend uit de grenzen tusschen Duitschland en België en tusschen Duitschland en Frankrijk, en de onschendbaarheid van gezegde grenzen zooals deze bepaald zijn door of in uitvoering van het Vredesverdrag op 28 Juni 1919 te Versailles onderteeikend alsmede de naleving der beschikkingen van artikelen 42 en 43 van gezegd Verdrag betreffende de gedenimilitariseerde zone.

ARTIKEL 2.

Duitschland en België en evenzoo Duitschland en Frankrijk gaan de wederzijdsche verbintenis aan van beide kanten niet over te gaan tot eenigen aanval of inval en van beide kanten in geen geval tot den oorlog hunne toevlucht te nemen.

Echter is deze bepaling niet van toepassing wanneer het gaat om :

1° De uitoefening van het recht van wettige zelfverdediging, dat is te zeggen het zich verzetten tegen eene schending der verbintenis van voorgaande alinea of tegen eene klaarblijkelijke overtreding van artikelen 42 of 43 van gezegd Verdrag van Versailles wanneer een dergelijke overtreding een niet uitgelokte aanvaldaad uitmaakt en wanneer wegens het verzamelen van strijdkrachten in de gedenimilitariseerde zone een onmiddellijk optreden noodig is;

2° Eene actie bij toepassing van artikel 16 van het Pact van den Volkenbond;

3° Eene actie die het gevolg is van een besluit genomen door de Vergadering of door den Raad van den Volkenbond, of die geschiedt bij toepassing van artikel 15, alinea 7, van het Pact van den Volkenbond, mits in dit laatste geval deze actie gericht weze tegen een Staat die het eerst tot een aanval overging.

ART. 3.

De verbintenissen in overwegingnemend respectievelijk door hen in artikel 2 van dit Verdrag aangegaan, verbinden Duitschland en België, en Duitschland en Frankrijk er zich toe op vredelievende wijze en op de volgende manier alle kwesties van welken aard ook te regelen, die hen zouden verdeelen en langs den gewonen diplomatieken weg niet konden opgelost worden.

Alle kwesties nopens dewelke de partijen zich wederzijds een recht zouden betwisten, zullen onderworpen worden aan rechters wier uitspraak de partijen de verbintenis aangaan na te komen.

Elke andere kwestie zal aan een verzoeningscommissie worden onderworpen en, indien de door bedoelde commissie voorgestelde regeling door beide partijen niet aanvaard wordt, zal de kwestie aanhangig gemaakt worden bij den Raad van den Volkenbond, die in overeenstemming met artikel 15 van het Pact van den Bond uitspraak zal doen.

De modaliteiten dezer methoden van vreedzame regeling maken het voorwerp uit van bijzondere overeenkomsten onderteeikend op datum van heden.

ART. 4.

1^o Indien eene der Hooge Verdragsluitende Partijen oordeelt dat er eene schending van artikel 2 van dit Verdrag of eene overtreding der artikels 42 of 43 van het Verdrag van Versailles, werd of wordt begaan, zal zij de kwestie onmiddellijk aan den Raad van den Volkenbond onderwerpen.

2^o Zoodra de Raad van den Volkenbond zal vastgesteld hebben dat er eene dergelijke schending of overtreding werdt begaan zal hij er onverwijld kennis van geven aan de Mogendheden welke dit Verdrag onderteekend hebben en elke dezer verplicht zich, in dergelijk geval, onmiddellijk hare hulp te verleen en aan de Mogendheid tegen dewelke de gewraakte handeling gericht werd ;

3^o In geval van klaarblijkelijke schending van artikel 2 van dit Verdrag of van klaarblijkelijke overtreding van artikels 42 of 43 van het Verdrag van Versailles door eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, neemt reeds thans iedere der andere Verdragsluitende Mogendheden de verplichting op zich onmiddellijk hare hulp te verleen en aan de Partij tegen dewelke eene dergelijke schending of overtreding gericht werd, zoodra gezegde Mogendheid zal kunnen vaststellen hebben dat deze schending eene niet-uitgelokte aanvalsdaad uitmaakt en dat om reden, hetzij van de overschrijding der grens, hetzij van het openen der vijandelijkheden of het samentrekken van strijdkrachten in de gedemilitariseerde zone, eene onmiddellijke actie noodzakelijk is. Niettemin zal de Raad van den Volkenbond, bij wien, overeenkomstig den eersten paragraaf van dit artikel, de kwestie ahangig gemaakt werd, den uitslag zijner vaststellingen doen kennen. De Hooge Verdragsluitende Partijen verplichten zich in dergelijk geval te handelen in overeenkomst met de aanbevelingen van den Raad, wanneer deze aanbevelingen de algemeenheid der stemmen, met uitsluiting der stemmen van de vertegenwoordigers der in de vijandelijkheden betrokken Partijen, op zich zouden vereenigd hebben.

ARTIKEL 5.

De bepaling van artikel 3 van dit Verdrag wordt onder den waarborg der Hooge Verdragsluitende Partijen gesteld, zooals hieronder wordt voorzien :

Indien eene der in artikel 3 vermelde Mogendheden weigert zich naar de methoden van vreedzame regeling te schikken of een scheidsrechterlijk of rechterlijk besluit uit te voeren en eene schending van artikel 2 van dit Verdrag of eene overtreding van artikels 42 of 43 van het Verdrag van Versailles begaat, zullen de beschikkingen van artikel 4 van dit Verdrag van toepassing zijn.

In geval, zonder eene schending van artikel 2 van dit Verdrag of eene overtreding van artikels 42 en 43 van het Verdrag van Versailles te begaan, eene der in artikel 3 vermelde Mogendheden weigeren zou zich naar de methoden van vreedzame regeling te schikken, of een scheidsrechterlijk of rechterlijk besluit uit te voeren, zal de andere Partij de aangelegenheid voor den Raad van den Volkenbond brengen die de te treffen maatregelen zal voorstellen ; de Hooge Verdragsluitende Partijen zullen deze voorstellen opvolgen.

ARTIKEL 6.

De beschikkingen van dit Verdrag doen geen afbreuk aan de rechten en verplichtingen voortspruitend, voor de Hooge Verdragsluitende Partijen, uit het Verdrag van Versailles, alsook uit de aanvullende overeenkomsten, met inbegrip van deze die op 30 Augustus 1924 te Londen ondertekend werd.

ARTIKEL 7.

Dit Verdrag, dat bestemd is om het behoud van den Vrede te verzekeren en in overeenkomst is met het Pact van den Volkenbond, mag niet worden uitgelegd als beperkende de taak van den Bond die bestaat in het nemen van maatregelen welke van aard zijn om op doelmatige wijze den wereldvrede te vrijwaren.

ARTIKEL 8.

Dit Verdrag zal bij den Volkenbond geregistreerd worden overeenkomstig het Pact van den Bond. Het zal van kracht blijven totdat, op verzoek van de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen, welk verzoek drie maand op voorhand aan de andere onderteekenende Mogendheden dient te worden bekend gemaakt, de Raad, bij eene meerderheid van ten minste twee derden der stemmen, vaststelt dat de Volkenbond aan de Hooge Verdragsluitende Partijen voldoende waarborgen verzekert, en het Verdrag zal alsdan buiten werking treden bij het verstrijken van een tijdperk van een jaar.

ARTIKEL 9.

Dit Verdrag legt geene verplichting op aan eenig Britsch Dominion, noch aan Indië, tenzij de Regeering van dit Dominion of van Indië verklaart dat zij deze verplichtingen aanvaardt.

ARTIKEL 10.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen te Geneve in het archief van den Volkenbond worden nedergelegd zoodra zulks mogelijk zal zijn.

Het zal in werking treden zoohaast alle bekrachtigingen zullen nedergelegd zijn en Duitschland lid van den Volkenbond zal geworden zijn.

Dit Verdrag, opgemaakt in een enkel exemplaar, zal in het archief van den Volkenbond nedergelegd worden, en de algemeene secretaris zal verzocht worden aan ieder der Verdragsluitende Partijen eensluidend verklaarde afschriften te overhandigen.

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde Gevolmachtigden dit Verslag hebben ondertekend.

Gedaan te Locarno, den 16 October 1925.

DE ONDERTEEEKENDEN behoorlijk gemaegtigd, door hunne respectieve regeeringen belast met het vaststellen der modaliteiten volgens welke, zooals voorzien is in artikel 3 van het op datum van heden tusschen Duitschland, België, Frankrijk, Groot-Brittannië en Italië gesloten Verdrag, er zal overgegaan worden tot de vreedzame oplossing van al de kwesties die niet in der minne tusschen Duitschland en België zouden geregeld kunnen worden.

Zijn overeengekomen aangaande de volgende beschikkingen :

DEEL I.

ARTIKEL ÉEN.

Al de geschillen tusschen Duitschland en België, van welken aard zij ook mogen zijn, aangaande welke de Partijen zich wederzijds een recht zouden betwisten, en die niet in der minne geregeld konden worden door de gewone diplomatieke middelen, zullen voor uitspraak onderworpen worden, hetzij aan een scheidsgerecht, hetzij aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie, zooals hieronder voorzien is. Het is verstaan dat bovenbedoelde geschillen inzonderheid degene omvatten welke in artikel 13 van het Pact van den Volkenbond vermeld zijn.

Deze beschikking is niet toepasselijk op de geschillen ontstaan uit feiten die deze overeenkomst voorafgegaan zijn en die tot het verleden behooren.

De geschillen voor welker oplossing een bijzondere proceduur voorzien is door andere tusschen Duitschland en België van kracht zijnde overeenkomsten, zullen overeenkomstig de beschikkingen van deze overeenkomsten geregeld worden.

ARTIKEL 2.

Vooraleer over te gaan tot eenige scheidsrechterlijke proceduur of tot eenige proceduur voor het Bestendig Hof van Internationale Justitie, zal het geschil, in gemeen overleg tusschen de Partijen, voor verzoening kunnen onderworpen worden aan een bestendige internationale Commissie, genaamd Bestendige Verzoeningscommissie, samengesteld volgens deze overeenkomst.

ARTIKEL 3.

Indien het een geschil betreft waarvan het ontwerp volgens de inlandsche wetten van eene der Partijen tot de bevoegdheid der eigen rechtbanken dezer Partijen behoort, zal het geschil slechts aan de door deze overeenkomst voorziene proceduur onderworpen worden, nadat het vonnis binaen een redelijken tijd door de bevoegde rechterlijke macht van het land uitgesproken, kracht van gewijsde verkregen heeft.

ARTIKEL 4.

De in artikel 2 voorziene Bestendige Verzoeningscommissie zal bestaan uit vijf leden, die aangewezen zullen worden als volgt, te weten : de Duitse Regeering

en de Belgische Regeering zullen elk een Commissaris benoemen gekozen onder hunne respectieve onderhoorigen en zullen, in gemeen overleg, de drie andere Commissarissen aanwijzen onder de onderhoorigen der derde Mogendheden; deze drie Commissarissen zullen van verschillende nationaliteit moeten zijn en, onder hen, zullen de Belgische en de Duitse Regeering den Voorzitter der Commissie aanwijzen.

De Commissarissen worden benoemd voor drie jaar, hun mandaat is hernieuwbaar. Zij zullen in functie blijven tot aan hunne vervanging; en, in alle geval, tot aan de voltooiing der op het oogenblik van het verstrijken van hun mandaat in gang zijnde werken.

Er zal in den kortst mogelijken tijd voorzien worden in de plaatsen die zouden open vallen ten gevolge van overlijden, ontslag of elke andere verhindering met in achtneming van de voor de benoemingen vastgestelde regels.

ARTIKEL 5.

De Bestendige Verzoeningscommissie zal samengesteld worden binnen de drie maanden die op het in werking treden dezer Overeenkomst zullen volgen.

Indien de benoeming der in gemeen overleg aan te wijzen commissarissen niet binnen het gezegd tijdperk of, in geval van vervanging, binnen de drie maanden te rekenen van het openvallen van den zetel, plaats heeft, zal de Voorzitter van den Zwitserschen Bond, bij gebrek van eene andere overeenkomst verzocht worden tot de noodige benoemingen over te gaan.

ARTIKEL 6.

De kwestie zal bij de Bestendige Verzoeningscommissie aanhangig gemaakt worden door middel van een verzoekschrift aan den voorzitter gericht door beide Partijen handelend in gemeen overleg of, bij gebrek daarvan, door de eene of de andere der Partijen.

Het verzoekschrift zal, na eene korte uiteenzetting van het voorwerp van het geschil, eene uitnodiging aan de Commissie bevatten om over te gaan tot het nemen van alle maatregelen die geschikt zijn om tot eene verzoening te leiden.

Indien het verzoekschrift uitgaat van een enkele der Partijen, zal deze zonder uitstel aan de tegenpartij kennis van dit verzoekschrift geven.

ART. 7.

Binnen een tijdperk van 14 dagen, te rekenen van den datum waarop de Duitse of de Belgische Regeering een geschil aan de Bestendige Verzoeningscommissie zou onderworpen hebben, zal iedere Partij, voor de onderzoeking van dit geschil, haren Commissaris mogen vervangen door eenen persoon welke in de zaak eene bijzondere bevoegdheid bezit.

De Partij welke van dit recht gebruik zou maken, zal daarvan onmiddellijk aan de andere Partij kennis geven; deze zal, in dit geval, het recht hebben insgelijks aldus binnen een tijdperk van 14 dagen, te rekenen van den datum waarop de kennisgeving haar zal toegekomen zijn.

ART. 8.

De Bestendige Verzoeningscommissie zal als taak hebben de betwiste kwesties toe te lichten, te dien einde door onderzoek of enig ander middel alle nuttige inlichtingen te verzamelen en te trachten de Partijen te verzoenen. Zij zal, na een onderzoek der aangelegenheid, aan de partijen de voorwaarden der haar passend schijnende schikking kunnen uiteenzetten en hun een termijn toestaan om zich uit te spreken.

Wanneer de Commissie haar werk geëindigd heeft, zal zij een proces-verbaal opmaken vaststellend, volgens het geval, ofwel dat de Partijen eene schikking aangenomen hebben en, in voorkomend geval, de voorwaarden dezer schikking ofwel dat de Partijen niet konden verzoend worden.

Het werk der Commissie zal, tenzij de Partijen anders overeenkomen, moten geëindigd zijn binnen een tijd van zes maanden, te rekenen van den dag waarop het geschil bij de Commissie aanhangig gemaakt wordt.

ARTIKEL 9.

Behoudens eene bijzondere tegenovergestelde bepaling, zal de Bestendige Verzoeningscommissie zelf hare procedure regelen, die in elk geval tegensprekelijk zal moeten zijn. In zake onderzoek, zal de Commissie, indien zij er bij eenparigheid niet anders over beslist, zich bedragen naar de beschikkingen van Titel III (Internationale Commissies voor Onderzoek) der Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale conflicten.

ARTIKEL 10.

De Bestendige Verzoeningscommissie zal vergaderen op de plaats aangeduid door haren Voorzitter, tenware de Partijen anders overeenkomen.

ARTIKEL 11.

De werken der Bestendige Verzoeningscommissie worden slechts bekend gemaakt krachtens een besluit genomen door de Commissie met de instemming der Partijen.

ARTIKEL 12.

De Partijen zullen bij de Bestendige Verzoeningscommissie vertegenwoordigd worden door agenten die tot taak hebben op te treden als bemiddelaars tusschen hen en de Commissie; zij zullen zich bovendien mogen doen bijstaan door raadsmanen en experten door hen te dien einde benoemd, en mogen vragen dat elken persoon wiens getuigenis hun nuttig schijnt, zou gehoord worden.

Van haren kant zal de Commissie het recht hebben mondelingen uitleg te vragen aan de agenten, raadsmanen en experten van beide Partijen, alsook aan elken persoon dien zij het nuttig zou achten te doen verschijnen met de toestemming van zijn Regeering.

ARTIKEL 13.

Behoudens eene tegenovergestelde beschikking dezer Overeenkomst, zullen de besluiten der Bestendige Verzoeningscommissie bij eenparigheid van stemmen genomen worden.

ARTIKEL 14.

De Deutsche en de Belgische Regeering gaan de verplichting aan de werkzaamheden der Bestendige Verzoeningscommissie te vergemakkelijken en, in het bijzonder, haar in zoo ruime mate mogelijk alle nuttige documenten en inlichtingen te verschaffen, alsook de te hunner beschikking staande middelen te gebruiken om hun toe te laten, op hun grondgebied en volgens hunne wetgeving, over te gaan tot de dagvaarding en het vergoer van getuigen of van experts en tot begevingen ter plaats.

ARTIKEL 15.

Tijdens de werkzaamheden der Bestendige Verzoeningscommissie, zal ieder der commissarissen eene vergoeding ontvangen waarvan het bedrag zal vastgesteld worden in gemeen overleg tusschen de Deutsche en de Belgische Regeering die er beiden een gelijk deel van zullen dragen.

ARTIKEL 16.

Bij gebrek aan verzoening vóór de Bestendige Verzoeningscommissie, zal het geschil bij wijze van compromis onderworpen worden hetzij aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie onder de voorwaarden en volgens de procedure voorzien door de Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale conflicten.

Bij gebrek aan overeenstemming tusschen de Partijen betreffende het compromis en na eene voorafgaand verwitting van eene maand, zal de eene of de andere van hen het recht hebben het geschil rechtstreeks door middel van een verzoekschrift vóór het Bestendig Hof van Internationale Justitie te brengen.

DEEL II.

ARTIKEL 17.

Alle aangelegenheden waarover de Deutsche Regeering en de Belgische Regeering oneenig zouden zijn zonder deze in der minne door de gewone diplomatieke middelen te kunnen oplossen, waarvan de oplossing niet zou kunnen verkregen worden door een vonnis zooals voorzien is door artikel 1 dezer Overeenkomst en waarvoor eene procedure van regeling niet reeds zou voorzien zijn door andere Overeenkomsten tusschen de Partijen, zullen onderworpen worden aan de Bestendige Verzoeningscommissie die gelast zal zijn eene aannemelijke oplossing aan de Partijen voor te stellen en in alle gevallen, een verslag uit te brengen.

De procedure voorzien door artikelen 6 tot 15 dezer Overeenkomst zal toegepast worden.

ARTIKEL 18.

Indien, binnen de maand die op het sluiten der werkzaamheden van de Bestendige Verzoeningscommissie zal volgen, de twee Partijen niet tot overeenstemming zijn gekomen, zal de aangelegenheid, op verzoek van de eene of de andere Partij, gebracht worden voor den Raad van den Volkenbond, die overeenkomstig artikel 15 van het Pact van den Volkenbond zal beslissen.

ALGEMEENE BESCHIKKINGEN.

ARTIKEL 19.

In alle gevallen en inzonderheid indien de kwestie nopens dewelke de Partijen verdeeld zijn voortspuit uit handelingen die reeds uitgevoerd zijn of op het punt zijn uitgevoerd te worden zullen de Verzoeningscommissie of, indien de kwestie niet bij haar aanhangig was gemaakt, het scheidsgerecht of het Bestendig Hof van Internationale Justitie uitspraak doende overeenkomstig artikel 41 van zijn statuut binnend en kortst mogelijken termijn aanduiden welke voorloopige maatregelen moeten getroffen worden. De Raad van den Volkenbond, indien de kwestie bij hem aanhangig gemaakt wordt, zal eveneens moeten zorgen voor passende voorloopige maatregelen. De Belgische en de Deutsche Regeeringen gaan respectievelijk de verbintenis aan er zich naar te voegen, zich van elken maatregel te onthouden die eenen nadeeligen terugslag zou kunnen hebben op de uitvoering van het besluit of op de door de Verzoeningscommissie of door den Raad van den Volkenbond voorgestelde schikkingen en over 't algemeen, niets te doen wat het ook zij dat het geschil zou kunnen verergeren of uitbreiden.

ARTIKEL 20.

Deze Overeenkomst blijft toepasselijk tusschen België en Duitschland, niet-tegenstaande andere Mogendheden ook een belang in het geschil zouden hebben.

ARTIKEL 21.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden. De bekrachtigingen ervan zullen nedergelegd worden te Genève bij den Volkenbond, terzelfder tijd als de bekrachtigingen van het Verdrag, gesloten op datum van heden, tusschen Duitschland, België, Frankrijk, Groot-Brittannië en Italië.

Zij zal in werking treden en blijven onder dezelfde voorwaarden als bedoeld Verdrag.

Deze Overeenkomst, gedaan in één enkel exemplaar, zal neergelegd worden in het archief van den Volkenbond, wiens Algemeene Secretaris zal verzocht worden aan elke der beide Verdragsluitende Regeeringen gelijkvormig verklaarde afschriften te overhandigen.

Gedaan te Locarno, den zestienden October 1925.

(N° 51. — ANNEXE. — Bijlage).

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI
portant approbation des Accords
de Locarno.

ONTWERP VAN WET
tot goedkeuring der Verdragen
van Locarno.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil
des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étran-
gères est chargé de présenter en notre
nom, aux Chambres Législatives, le
projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Sont approuvés :

1° Le Pacte rhénan entre la Bel-
gique et l'Allemagne, la France, la
Grande-Bretagne, l'Italie;

2° La Convention d'Arbitrage entre
la Belgique et l'Allemagne, accords
signés tous deux à Londres, le 1^{er} dé-
cembre 1925.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre
1925.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Onze Minister van Buitenlandsche
Zaken is gelast in Onzen Naam aan de
Wetgevende Kamers, het wetsontwerp
voor te leggen waarvan de inhoud
volgt :

EENIG ARTIKEL.

Zijn goedgekeurd :

1° Het Rijnpact tusschen België en
Duitschland, Frankrijk, Groot-Brittan-
nië, Italië;

2° De Arbitrage-Overeenkomst tus-
schen België en Duitschland, welke
beide verdragen te Londen den 1^{en} De-
cember 1925 onderteekend werden.

Gegeven te Brussel, den 8^{en} Decem-
ber 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

Em. VANDERVELDE.

Le Ministre des Affaires Économiques | *De Minister van Economische Zaken,*

POULLET.

Le Ministre de la Justice, — *De Minister van Justitie,*

PAUL TSCHOFFEN.

Le Ministre de l'Intérieur | *De Minister van Binnenlandsche*
et de l'Hygiène, | *Zaken en Volksgezondheid,*

B^{on} ROLIN JACQUEMYS.

Le Ministre des Sciences et des Arts, | *De Minister van Kunsten en*
| *Wetenschappen,*

K. HUYSMANS.

Le Ministre des Finances, | *De Minister van Financiën,*

A. JANSSEN.

Le Ministre de l'Agriculture, | *De Minister van Landbouw,*

A. VAN DE VYVERE.

Le Ministre des Travaux publics, | *De Minister van Openbare Werken,*

A. LABOULLE.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail | *De Minister van Nijverheid, Arbeid*
et de la Prévoyance sociale, | *en Maatschappelijke Voorzorg,*

J. WAUTERS.

Le Ministre des Chemins de fer, | *De Minister van Spoorwegen,*
Marine, Postes et Télégraphes, | *Zeeweezen, Posterijen en Telegrafien,*

E. ANSEELE.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*

P. KESTENS.

Le Ministre des Colonies, | *De Minister van Koloniën,*

H. CARTON.

